

BRÈVES SECTORIELLES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 15 mars 2024

Le chiffre de la semaine

LE CHIFFRE A RETENIR

650 000t

C'est la quantité de CO2 qui pourrait être absorbée chaque année grâce au développement des habitats naturels que doit permettre le *Biodiversity Net Gain* selon une étude menée par la startup Joe's Blooms. La règle permettrait au R-U de gagner 15 000 hectares d'habitats naturels par an.

Energie-climat

Le gouvernement retarde d'un an la mise en place du mécanisme de soutien à l'offre de pompes à chaleur

Le gouvernement a confirmé qu'il retarderait à avril 2025 le lancement du *Clean Heat Market Mechanism* (CHMM). Le CHMM exigera des fabricants de chaudières qu'ils fournissent chaque année des pompes à chaleur équivalant à un certain pourcentage de leurs ventes annuelles de systèmes de chauffage, ou qu'ils achètent des crédits aux entreprises qui ont dépassé leurs objectifs. Les entreprises qui n'atteignent pas leur objectif s'exposent à des amendes pouvant aller jusqu'à 3 000 £ par pompe à chaleur manquante. Le système devait initialement entrer en vigueur le mois prochain, mais les fabricants de chaudières à gaz avaient exprimé leur mécontentement face aux nouvelles règles, qualifiées de "taxe sur les chaudières" contribuant à faire augmenter les prix de plus de 100 £ par chaudière par anticipation d'un possible non-respect des objectifs assignés.

SSE Energy Solutions prévoit de transformer une ancienne centrale à charbon en *hub* pour l'énergie verte

Le britannique *SSE Energy Solutions* a annoncé aujourd'hui un accord avec *Cardiff City Region (CCR) Energy* pour « étudier des solutions innovantes de technologies vertes et propres » qui pourraient permettre la création d'un nouveau pôle énergétique sur le site de l'ancienne centrale électrique à charbon d'Aberthaw, dans le sud du Pays de Galles. Les deux parties ont signé un protocole d'accord qui pourrait permettre à SSE d'investir dans de nouvelles technologies de réseau électrique, de chauffage et de refroidissement, de recharge de véhicules électriques, de production et de stockage sur le site. Fermée en 2019, Aberthaw était la dernière centrale à charbon de RWE au Royaume-Uni.

Les Lords appellent le gouvernement à développer les stocks stratégiques d'énergie du R-U

Dans un [rapport](#) intitulé « *Long-duration energy storage : Get on with it* », la Chambre des Lords affirme qu'un "effort coordonné" est nécessaire pour débloquer l'investissement dans les capacités de stockage à long-terme du R-U, que les Lords estiment nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques et pour réduire l'impact des futurs chocs d'approvisionnement sur le R-U. Les Lords ont appelé le gouvernement à développer une "réserve stratégique" de capacité de stockage de l'énergie, qui serait exploitée selon des modalités différentes de celles des projets commerciaux, afin de garantir sa disponibilité en cas de crise.

L'approche du Royaume-Uni à l'adaptation au changement climatique « ne fonctionne pas » selon le *Climate Change Committee*

Le *Climate Change Committee*, organe indépendant chargé d'évaluer les politiques climatiques du gouvernement, a [publié](#) cette semaine son évaluation du troisième programme national d'adaptation (NAP3) du gouvernement, publié en juillet 2023 et qui présente des mesures pour préparer le pays aux effets du changement climatique - tels les événements météorologiques extrêmes- jusqu'en 2028.

Selon le CCC, la stratégie présente des améliorations par rapport aux programmes précédents, mais ne parvient toujours pas à fournir une « vision crédible de la manière dont l'économie britannique pouvait être rendue résiliente face aux risques climatiques » qui affectent déjà la population et les entreprises britanniques. Le CCC estime que l'absence de mesures d'adaptation efficaces au cours du programme quinquennal actuel augmente le risque que soient construites ou conservées des infrastructures mal adaptées qui ne résisteront pas aux impacts futurs, et prévient qu'environ 50 Md£ de mesures d'adaptation seront nécessaires pour faire face aux risques climatiques et à la vulnérabilité de l'économie britannique.

Selon le CCC, une collaboration interministérielle plus efficace est nécessaire pour garantir que toutes les administrations tiennent compte des défis de l'adaptation.

Le gouvernement annonce son intention de construire de nouvelles centrales au gaz

Le gouvernement britannique a annoncé son intention de construire de nouvelles centrales électriques au gaz au nom de la sécurité énergétique. Cette décision intervient dans le contexte de la guerre en Ukraine, qui met le sujet de la sécurité énergétique au cœur des préoccupations et a déjà conduit le gouvernement à autoriser de nouveaux permis d'exploitation pétrolière et gazière.

La Commission sur le changement climatique (CCC) avait estimé l'an dernier qu'une "petite quantité" de production d'électricité au gaz était "compatible avec un système électrique décarboné" pour assurer l'équilibre et la sécurité de l'approvisionnement.

Selon l'organisation Greenpeace, de nouvelles centrales au gaz sont de nature à "dissuader davantage les investisseurs dans les énergies vertes" et contribuera à "l'échec" du gouvernement à "attirer des investissements privés massifs pour développer les énergies renouvelables".

Industrie

Le gouvernement souhaite réduire l'empreinte carbone de l'industrie de l'éolien offshore

A la suite d'une consultation, le gouvernement a [annoncé](#) qu'il allait mettre en œuvre des mesures qui permettraient aux exploitants d'éoliennes offshore de bénéficier de paiements supplémentaires s'ils prenaient des mesures pour réduire l'empreinte carbone de leurs chaînes d'approvisionnement. Il introduira un *Sustainable Industry Reward* (SIR) dans le cadre de son régime de *Contracts for Difference*. Un appel à projets intégrant ce nouveau dispositif sera lancé en parallèle du septième cycle d'appels à projets pour bénéficier de soutiens publics (sous la forme de CfDs) à la construction de fermes éoliennes offshore, qui devrait avoir lieu en 2025.

Transports

Alstom va exploiter une desserte ferroviaire entre Londres et le Pays de Galles

Alstom a [annoncé](#) qu'il allait exploiter un nouveau service de transport ferroviaire de passagers entre Londres-Euston et le pays de Galles, en partenariat avec le cabinet de conseil SLC Rail. Il s'agira d'une desserte non conventionnée (*open access*), utilisant des sillons laissés inexploités par les opérateurs conventionnés (majoritaires au R-U). Il s'agira de la première fois qu'Alstom, qui dispose d'une forte

implantation industrielle dans le pays, exploite un service ferroviaire au R-U.

La desserte sera exploitée sous le nom de *Wrexham, Shropshire and Midlands Railway* (WSMR) et offrira une connectivité directe, à hauteur de quatre à cinq a/r quotidiens, entre Londres et le nord du Pays de Galles avec plusieurs arrêts dans les Midlands (centre de l'Angleterre). La plupart des localités desservies ne sont pour l'instant reliées à Londres par aucune desserte ferroviaire directe. Alstom estime que le WSMR desservirait un bassin de population d'environ 1,5M de personnes en dehors de Londres.

Une demande d'autorisation d'exploitation a été soumise à l'Office of Rail and Road, pour un début d'exploitation en 2025.

Le gouvernement est loin d'atteindre les objectifs du livre blanc de 2021 pour le secteur ferroviaire, selon le *National Audit Office*

Selon une évaluation par le *National Audit Office* (NAO), le gouvernement n'a atteint aucun des 12 principaux objectifs qu'il avait fixés dans son livre blanc de 2021 sur le secteur ferroviaire. Ce dernier prévoyait notamment la création début 2024 de *Great British Railways*, un organisme indépendant destiné à fournir une « ligne directrice » pour la gestion du réseau et l'exploitation des dessertes. Il prévoyait également que soit établi un nouveau modèle de contractualisation entre le *Department for Transport* et les exploitants ferroviaires. Selon le NAO, Sur les 12 objectifs stratégiques fixés par le livre blanc, qui portent sur des questions allant des finances à la satisfaction des usagers, aucun n'a reçu la note « verte », ce qui indiquerait qu'ils sont en passe d'être atteints. Le NAO indique qu'aucune des lois nécessaires n'a été adoptée, alors que 21 des 62 engagements du livre blanc nécessitent une modification de la législation pour pouvoir être réalisés. Il impute notamment ces difficultés à une gouvernance « complexe et inefficace » et à un calendrier trop ambitieux, qui « donnait trop peu de temps au *Department for Transport* pour concevoir et exécuter les mesures promises ».

Le télétravail aurait contribué à aggraver les perturbations causées l'été dernier par une panne du système de contrôle aérien britannique

Selon les conclusions intermédiaires d'un [rapport](#) indépendant commandé par la Civil Aviation Authority, la panne du système de contrôle aérien britannique survenue le 28 août dernier aurait pu être résorbée plus rapidement si les ingénieurs de Nats, l'opérateur des services de contrôle aérien au R-U, n'avaient pas été en télétravail. Le rapport souligne un délai de réponse à l'incident particulièrement long : 90mn se sont écoulées entre le moment où la panne s'est déclarée et le moment où un ingénieur est arrivé dans les locaux de Nats. Le rapport critique, plus largement, la mauvaise préparation de Nats à ce type de situation. Pour rappel, la panne avait affecté 700 000 passagers (300 000 avaient vu leurs vols annulés, et 400 000 avaient vu leurs vols retardés—de plus de 3h pour près de 100 000 d'entre eux).

Véhicules électriques – L'Advertising Standards Authority (ASA) demande à Audi de cesser la diffusion d'une publicité pour le SUV électrique Q8 e-tron, jugée « trompeuse » car laissant croire par un effet de juxtaposition que l'autonomie maximale du véhicule (330mi) pouvait être atteinte en seulement 31mn de charge (alors qu'il s'agit d'une estimation de durée pour une charge de 20 à 80% sur un chargeur ultra-rapide).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie), Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr